



Comptes consolidés annuels au 31 décembre 2011

SOMMAIRE

BILAN CONSOLIDE	4
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	8
1. ENSEMBLE CONSOLIDE	8
1. 1. Identification du Groupe	8
1. 2. Organigramme du Groupe	9
1. 3. Evolution du périmètre de consolidation	10
2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	10
3. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	10
3.1. Règles et méthodes comptables	12
3.2. Estimations et jugements	12
3.3. Options retenues en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs	12
3.4. Méthodes de consolidation	13
3.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères	13
4. NOTES SUR LE BILAN	13
4.1. Actif non courant	13
4.1.1. Ecart acquisition	14
4.1.2. Immobilisations incorporelles	14
4.1.3. Immobilisations corporelles	14
4.1.4. Actifs Financiers non courants	15
4.1.5. Actifs d'impôts non courants	15
4.2. ACTIF COURANT	16
4.2.1. Stocks	16
4.2.2. Créances clients et comptes rattachés	17
4.2.3. Autres créances et actifs courants	17
4.3. CAPITAUX PROPRES	17
4.3.1. Capital social et primes d'émission	17
4.3.2. Actions propres	17
4.3.3. Capital potentiel	18
4.3.4. Dividendes	19
4.3.5. Réserves	19
4.4. TRESORERIE	19
4.5. Passif non courant	20
4.5.1. Dettes financières	20
4.5.2. Provisions non courant	20
4.5.2.1. Provisions pour risques et charges	21
4.5.2.2. Indemnités de fin de carrière	21
4.6. Passif courant	21
4.6.1. DETTES FOURNISSEURS	22
4.6.2. AUTRES PASSIFS COURANTS	22
5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	22
5.1. Chiffre d'affaires	22
5.2. Charges opérationnelles courantes	22
5.3. Charge liée aux plans de stock options	23
5.4. Résultat financier	23
5.5. Impôts sur les sociétés	24
5.6. Résultat par action	25
5.7. Ecart de change	25
6. INFORMATIONS SECTORIELLES	25
6.1. Compte de résultat sectoriel	25
6.2. Bilan sectoriel	26
6.3. Chiffre d'affaires par destination	26
7. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES	27
7.1. Identification des parties liées	27
7.2. Conventions	27
7.2.1. Relations avec les principaux dirigeants	27
7.2.1.1. Rémunération des mandataires sociaux : Président du conseil d'administration et Directeurs Généraux Délégués	27
7.2.1.2. Plans d'options de souscription d'actions et BSA	27

8. AUTRES INFORMATIONS	28
8.1. Gestion des risques financiers.....	28
8.1.1. Exposition au risque de taux.....	28
8.1.2. Exposition au risque de change	28
8.2. Engagements hors bilan.....	28
8.3. Droit Individuel à la Formation (DIF).....	28
8.4. Honoraires versés aux auditeurs.....	28
8.5. Effectifs moyens par catégories au 31 Décembre 2011	28
8.6. Augmentation de capital réalisée au cours de l'exercice.....	28

Bilan consolidé

(en K€)	Note	31/12/2011	31/12/2010
ACTIF			
Ecarts d'acquisition		11 511	11 510
Immobilisations incorporelles		298	238
Immobilisations corporelles		4 226	3 374
Autres actifs financiers		307	205
Actifs d'impôts différés		4 069	4 679
ACTIF NON COURANT		20 411	20 006
Stocks et en-cours		4 939	5 043
Clients et autres débiteurs		19 725	15 997
Autres créances et actifs courants		3 064	3 146
Valeurs mobilières de placement		50	50
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 537	3 879
ACTIF COURANT		32 316	28 115
Actifs détenus en vue d'être cédés			-
TOTAL DE L'ACTIF		52 727	48 121

	Note	31/12/2011	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES et PASSIF			
Capital		711	711
Primes d'émission, fusion			
Réserves		29 463	27 722
Résultat consolidé		1 730	2 793
Intérêts minoritaires		2 862	2 969
CAPITAUX PROPRES		34 766	34 195
Provisions non courantes		474	407
Dettes financières non courantes		2 748	4 799
Passifs d'impôts différés		23	2
Autres passifs non courants			
PASSIF NON COURANT		3 244	5 208
Dettes financières courantes		971	419
Provisions courantes			
Fournisseurs et comptes rattachés		5 663	3 307
Autres dettes		8 083	4 992
Passifs financiers courants			
PASSIF COURANT		14 717	8 718
Passifs liés aux actifs détenus en vue d'être cédés		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		52 727	48 121

Compte de résultat consolidé

(en K€)	31/12/2011	31/12/2010
Chiffre d'affaires	44 044	43 994
Autres produits de l'activité	201	0
PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	44 245	43 994
Achats consommés	-17 298	-17 169
Impôts, taxes et versements assimilés	-414	-313
Charges de personnel	-14 662	-14 318
Dotations aux amortissements et provisions	-989	-643
Autres produits et charges opérationnels courants	-7 728	-8 018
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	3 154	3533
Autres produits et charges opérationnelles	-38	-134
Charge liée au stock options		
RESULTAT OPERATIONNEL	3 116	3 399
Coût de l'endettement financier net	-353	-414
Autres produit et charges financiers	187	191
RESULTAT FINANCIER	-166	-223
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	2 950	3 176
Impôts	- 1 373	282
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	1 577	3 458
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	1 577	3 458
Attribuable aux :		
Porteurs des capitaux propres ordinaires de la société mère	1 730	2 793
Intérêts minoritaires	- 153	665
Résultat net part du groupe par action - avant dilution (en Euros)	0.4865	0.7857
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession par action - après dilution (en Euros)		
Résultat net part du groupe par action - après dilution (en Euros)	0.4721	0.7624

Tableau consolidé des flux de trésorerie

RUBRIQUES	Consolidé 2011 en K€	Consolidé 2010 en K€
Résultat net consolidé (1)	1 730	3 458
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (2)	989	733
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	20	-
-/+ Autres produits et charges calculés	-	-
-/+ Plus et moins-values de cession		
- Dividendes (titres non consolidés)		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 739	4 191
+ Coût de l'endettement financier net	0	343
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 372	-282
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	4 112	4 253
- Impôts versé	- 656	-346
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (3)	2 467	-1 222
+/- Autres flux générés par l'activité	-	-
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	5 922	2 685
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 1 762	-1 703
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	16	101
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	103	
+/- Incidence des variations de périmètre	66	
+/- Variation des prêts et avances consentis	-	
+ Subventions d'investissement reçues	-	-
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	-	-
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-1 915	-1 602
+ Sommes versées aux actionnaires lors d'augmentation du capital :		
- Versées aux actionnaires de la société mère	-1 057	- 404
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-2 051	-1 367
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	0	- 337
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	0	-6
+Augmentation de capital en numéraire		
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	-3 109	-2 115
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	131	48
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F + G)	1 029	-983
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	3 508	4 491
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	4 537	3 508

Tableau de variation des capitaux propres

(en K)	Capital	Réserves	Résultat consolidé	Total part groupe	Total part minos	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2010	711	27 722	2 793	31 226	2 969	34 195
Affectation du résultat		2 793	-2 793			
Opération sur capital		10		10		10
Instruments financiers						
Paiements fondés sur des actions						
Opérations sur titres d'autocontrôle						
Dividendes		-1 065		-1 065		-1 065
Résultat net de la période			1 730	1 730	-156	1 574
Ecart de conversion					49	49
Variation de périmètre						
Autres mouvements		3		3		3
Capitaux propres au 31 décembre 2011	711	29 463	1 730	31 904	2 862	34 766

- Ecart de conversion lié à la consolidation des filiales dont la comptabilité est tenue en devises étrangères selon les règles mentionnées en 3.5
- Autres mouvements : Une distribution de dividendes a été réalisée au 22 Septembre 2011, le montant de cette distribution a été prise sur les capitaux propres pour un montant total de 1.065 K€.

Annexe aux comptes consolidés

1. Ensemble consolidé

1. 1. Identification du Groupe

Microwave Vision S.A., société mère du Groupe, est une société anonyme de droit français, domiciliée 17 Avenue de Norvège, 91140 VILLEBON SUR YVETTE.

Le groupe Microwave Vision se compose de 2 pôles d'activité :

Un pôle qui détient une technologie qui permet l'analyse rapide des champs électromagnétiques sur toute une ligne d'analyse, voire une surface, si bien que la mesure des champs électromagnétiques s'effectue maintenant dans des délais extrêmement courts comparés aux techniques traditionnelles. Ces équipements s'adressent à toutes les industries utilisant des antennes (spatiales, avioniques ou encore automobiles) et aux acteurs des radiocommunications (opérateurs, départements R&D des fabricants de portables, fabricants d'antennes, laboratoires de contrôle)

Un pôle qui conçoit, fabrique et commercialise des systèmes de mesures d'antennes (base de mesure en champ proche, en champ lointain, bases compactes, bases de mesure de signature électromagnétique) fondés sur une technologie de déplacement mécanique du capteur de mesure. Ces systèmes de mesure sont destinés aux secteurs de la défense, de l'aéronautique, des communications sans fil et de l'industrie automobile.

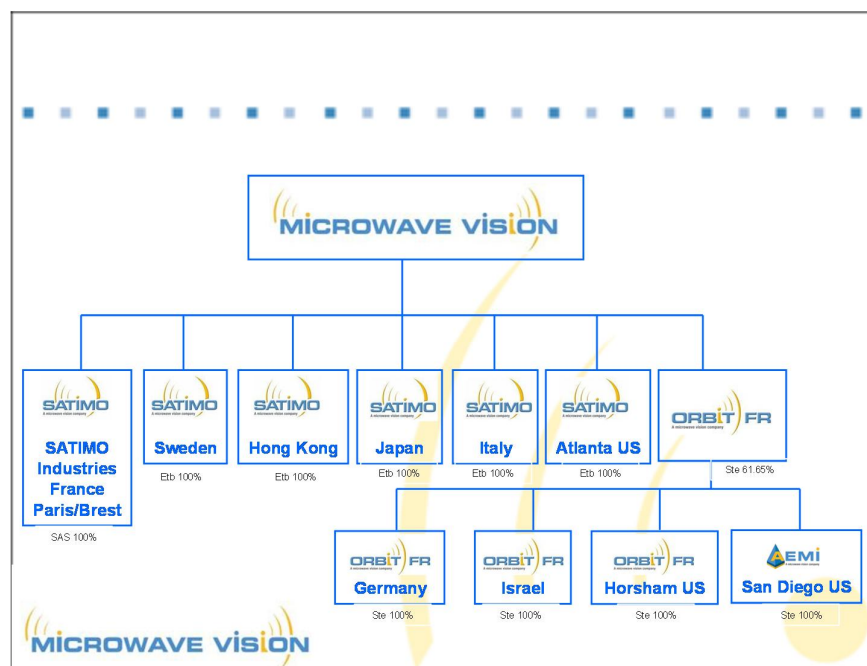
Par ailleurs le groupe Microwave Vision fabrique également des matériaux absorbants destinés à la couverture interne des chambres anéchoïdes qui elles-mêmes constituent un des composants des systèmes de mesure.

La société Microwave Vision, holding du groupe, a été admise à la cote d'Alternext le 30 juin 2005.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

1. 2. Organigramme du Groupe



NB : La société Satimo Industrie détient une participation de 10% dans la société METRAWARE située à l'adresse suivante : Quartier cime des Vières 84240 CABRIERES D'AIGUES

Microwave Vision SA est le holding du groupe. Outre la direction générale, elle assure les fonctions finance, marketing et commerciales du groupe.

SATIMO INDUSTRIES

Est la société industrielle du pôle SATIMO. C'est elle qui fabrique l'ensemble des systèmes pour MICROWAVE. Cette entité est le centre de R&D le plus important du groupe. En outre elle assure également le support client et la maintenance à chaque fois qu'un établissement étranger en exprime le besoin. SATIMO Industries est implantée sur deux sites, l'un en région parisienne, aux Ulis, et l'autre en Bretagne, à Brest.

Etablissements autonomes

SATIMO SUEDE basé à Göteborg a un rôle commercial plutôt dans le domaine du contrôle non destructif.

SATIMO HONG KONG basé à Hong-Kong porte l'activité commerciale du groupe sur la zone Asie. C'est également une base de maintenance pour cette même zone.

MICROWAVE VISION JAPON basé à Tokyo assure le même rôle que l'établissement de Hong-Kong, mais au Japon.

SATIMO US basé à Atlanta a un rôle commercial et assure la maintenance des systèmes installés sur l'Amérique du nord. Cette implantation a une forte activité de prestations de services.

SATIMO Italie basé à Rome est une plateforme de fabrication pour toutes les petites antennes. C'est également un centre de R&D qui travaille en partenariat avec SATIMO INDUSTRIES.

Le groupe ORBIT est constitué de 5 entités :

Une holding ORBIT FR Inc située aux Etats-Unis à HORSHAM et qui n'a aucun rôle opérationnel.

ORBIT Gmbh basé à MUNICH en Allemagne assure la commercialisation des produits ORBIT sur l'Europe, ainsi que la fabrication de certains systèmes spécifiques.

ORBIT LTD basé à HADERA en Israël assure la fabrication pour l'ensemble du groupe des positionneurs et des mâts et leur distribution pour sa région.

ORBIT US situé à HORSHAM aux Etats-Unis en charge de la diffusion des produits ORBIT sur la zone Amérique. Cette entité fait également de l'intégration de matériels fabriqués en Israël.

AEMI US basé à SANTEE aux Etats-Unis est l'entité du groupe qui conçoit et réalise les matériaux anéchoïques pour toutes les sociétés du groupe, y compris celles d'origine SATIMO.

1. 3. Evolution du périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2011, à l'exception de la participation METRAWARE (10% du capital) dont les actifs et passifs sont moins significatifs, aucune société détenue directement ou indirectement, majoritairement ou minoritairement, n'est exclue du périmètre de consolidation. Il n'y a pas eu de variation du périmètre sur l'exercice.

Facteurs de risque

En conformité avec IAS 1, les risques potentiels auxquels est exposé le Groupe sont exposés ci-après :

- risques de change
En l'absence de couverture de change prise par le groupe, les comptes consolidés du groupe MICROWAVE supportent l'intégralité des effets de change.
- risques commerciaux

Compte tenu de la répartition géographique des ventes, notamment vers l'Asie, la mise en œuvre de certaines procédures de recouvrement peut être difficile. Une attention particulière est portée sur l'estimation de ce risque.

2. Evénements significatifs de l'exercice

La hausse de 15 % de l'activité dans les télécommunications a permis à Microwave Vision de contrebalancer la contraction de son pôle aéronautique (- 30 % de recul pour les seuls Etats-Unis, - 10% pour tout le Groupe par rapport à 2010).

L'élan donné à l'activité aura été suffisant pour contrebalancer également un effet de change négatif, dû à un dollar faible, qui érode de 1,3M € le chiffre d'affaires du Groupe Microwave Vision.

A dollar constant, la croissance réelle de l'activité du Groupe s'établit en effet à 3% pour 2011.

Le chiffre d'affaires du Groupe est très équilibré avec 49% pour le secteur des Télécommunications civiles et 51% pour l'Aérospatiale-Défense. Il se répartit sur les 3 zones géographiques, 30% en Europe, 34% en Amérique et pour 36% en Asie.

Le carnet de commandes reflète l'augmentation des prises de commandes sur les deux derniers trimestres et s'élève à 33, 21 M€, en hausse de 14% par rapport au 31 décembre 2010. L'activité 2011 du groupe MICROWAVE VISION s'est traduite par une croissance de 5% dans les deux principaux secteurs d'activités à savoir les télécommunications civiles pour 15% et un recul de l'aéronautique et la défense pour - 10%.

Cette activité traduit une relance active des commandes en provenance de l'Asie et de l'Europe alors que les Etats-Unis ont contracté l'activité en 2010.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les états financiers ont été arrêtés le 20 Avril 2012 par le Conseil d'Administration et sont exprimés en milliers d'euros (sauf mention contraire).

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011 sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2008. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent ou Standing Interpretations Committee (SIC) et du comité d'interprétation des normes d'information financière internationales ou International Financial Reporting

Interpretations Committee (IFRIC) telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2008. Ce référentiel est disponible :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Microwave Vision présente pour la quatrième fois des comptes consolidés selon le référentiel IFRS. Les comptes au 31 décembre 2010 présentés en comparatif ont été déterminés selon les mêmes modalités, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes et interprétations suivantes d'applications obligatoires au 1er Janvier 2011 :

- IAS 24 révisée – *Informations relatives aux parties liées*,
- Amendement d'IAS 32 – *Classement des émissions de droit*,
- Amendement d'IFRIC 14 – *Actifs de régimes à prestations définies et obligation de financement minimum*,
- IFRIC 19 – *Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres*,
- Améliorations des IFRS. Cette procédure a permis de modifier notamment,
- IAS 1 – *Présentation des états financiers*,
- IAS 21 – *Effet des variations des cours des monnaies étrangères*,
- IAS 28 – *Participations dans les entreprises associées*,
- IAS 31 – *Participations dans des co-entreprises*,
- IAS 32 – *Instruments financiers : présentation*,
- IAS 34 – *Information financière intermédiaire*,
- IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*,
- RIS 3 – *Regroupements d'entreprises*,
- IFRS 7 – *Instruments financiers : informations à fournir*,

Ces amendements et interprétations sont sans incidence sur les états financiers consolidés.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2011, il n'existe aucun texte répondant à cette catégorie.

En outre, le groupe n'applique pas par anticipation les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 :

- IFRS 9 – *Instruments financiers*,
- IAS 27 – *Etats financiers séparés*,
- IAS 28 – *Participations dans les entreprises associées et joint ventures*,
- IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*,
- IFRS 11 – *Joint arrangements*,
- IFRS 12 – *Disclosure of interests in other entities*,
- IFRS 13 – *Fair value measurement*,
- Amendement d'IAS 19 – *Avantages du personnel*,
- Amendement d'IAS 12 – *Impôts différés : recouvrements d'actifs sous-jacents*,
- Amendement d'IAS 1 – *Présentation des gains et pertes comptabilisés en capitaux propres*.

3.1. Règles et méthodes comptables

Conformément à IFRS 5 « Actifs non courants destinés à être cédés et abandon d'activités », les actifs des activités cédées et en cours de cession et les passifs qui leur sont directement rattachés ont été reclassés au bilan en « Actifs détenus en vue d'être cédés » et « Passifs liés aux actifs détenus en vue d'être cédés ». Lorsque les critères d'IFRS 5 sont remplis, les résultats de cession et les dépréciations consécutives à l'évaluation des actifs en juste valeur nette des frais de cession, sont présentés au compte de résultat en « Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession ».

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2011 sont identiques à celles appliquées au 31 décembre 2010. Par ailleurs, la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » relative à la première application du référentiel international prévoit des

options possibles au principe d'application rétrospective des IFRS à la date de transition pour le Groupe au 1^{er} avril 2007. Dans ce cadre, le Groupe a retenu les options suivantes :

- En l'absence de regroupements d'entreprise antérieurs au 1^{er} avril 2007, ceux-ci n'ont pas été retraités selon IFRS 3 « Regroupements d'entreprise » ;
- La norme IAS 39 a été appliquée de façon rétrospective à compter du 1^{er} janvier 2004 ;
- L'évaluation des avantages accordés aux salariés dans le cadre de rémunération en actions prend en compte que les plans octroyés au mois de janvier 2007 ;
- Les écarts de conversion ont été soldés à l'ouverture de l'exercice 2007 ;
- Le Crédit d'impôt recherche a été calculé selon la législation en vigueur. Il a été comptabilisé en moins des charges de personnel, des amortissements et des autres charges externes en application des proratas fiscaux ;
- Le revenu des contrats commerciaux est constaté selon la norme IAS37 relative aux contrats de construction.

3.2. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- L'évaluation et la valeur recouvrable des écarts d'acquisition. L'estimation de la valeur recouvrable de ces actifs suppose la détermination de flux de trésorerie futurs résultant de l'utilisation de ces actifs. Il peut donc s'avérer que les flux effectivement dégagés par ces actifs diffèrent sensiblement des projections initiales ;
- L'évaluation des engagements de retraite ;
- La détermination des provisions pour risques et charges compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous-jacent de la provision ;
- Les tests de valeur des actifs basée sur des perspectives de réalisations futures ;
- Les impôts différés.

3.3. Options retenues en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs

Certaines normes comptables internationales prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et des passifs. Dans ce cadre, le Groupe a retenu :

- La méthode d'évaluation au coût historique des immobilisations incorporelles et corporelles et a donc choisi de ne pas les réévaluer à chaque date de clôture ;
- L'option de mise à la juste valeur par résultat conformément à l'option proposée par l'amendement IAS 39.

En l'absence de normes et interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugements pour définir et appliquer les principes et méthodes comptables que permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation et de la performance financières et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

3.4. Méthodes de consolidation

Les sociétés sur lesquelles la société Microwave Vision exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise de manière à tirer avantages de ses activités. Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au Groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la perte de contrôle. En intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées, à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés consolidées sont éliminées.

Le Groupe ne détient pas d'entité ad hoc.

3.5. Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes consolidés présentés dans cette annexe ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères hors zone euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan à l'exception des capitaux propres sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice ;
- les écarts de conversion résultant de l'impact de la variation des taux de change entre l'ouverture (et/ou la date d'acquisition des sociétés concernées) et la clôture de l'exercice sont inscrits dans la rubrique « Ecart de conversion » et inclus dans les capitaux propres, jusqu'à ce que les actifs ou passifs et toutes opérations en devises étrangères auxquels ils se rapportent soient vendus ou liquidés.

Les taux de conversion Euro / Devises (\$,\$HK, YEN, SEK) retenus sont les suivants:

En Euros	\$		\$HK		YEN		SEK	
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
Taux de clôture	1.29483	1.32520	10.0583	10.3209	100.2305	108.0497	8.9206	8.9928
Taux moyen	1.39088	1.32471	10.8190	10.2774	110.7420	116.1440	9.0244	9.5328

4. Notes sur le bilan

4.1. ACTIF NON COURANT

4.1.1 Ecart d'acquisition :

En K€	31/12/2010	Augmentation	Diminution	Autre variation	31/12/2011
Ecarts d'acquisition ORBIT	8 050	0	0	0	8 050
Ecarts d'acquisition ANTENESSA	3 460	0	0	1	3 461
TOTAL	11 510	0	0	1	11 511

Lors d'une acquisition, les actifs, passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois et rétroactivement à la date de l'acquisition.

Le coût d'acquisition correspond au montant de trésorerie, ou équivalent de trésorerie, versé au vendeur augmenté des coûts directement attribuables à l'acquisition.

Des tests de dépréciation sont réalisés annuellement en utilisant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs sur la base des prévisions d'exploitation existantes portant au minimum sur une période de 4 ans. Les prévisions existantes sont fondées sur l'expérience passée ainsi que sur les perspectives d'évolution du marché et tiennent compte du business plan de l'entreprise.

L'organisation de Satimo Industries ne permet pas de suivre l'unité générale génératrice de trésorerie (UGT) Antenessa. En conséquence, le goodwill Antenessa a été réaffecté en 2010 à l'UGT Satimo Industries nouvelle plus petite UGT. Les deux UGT suivies par le groupe sont désormais Satimo Industries et Orbit /fr et génèrent des flux de trésorerie indépendants.

Sur la base des prévisions et projections existantes des flux de trésorerie avant impôts, la valeur recouvrable a été déterminée en appliquant un taux d'actualisation après impôt de 12%. La valeur terminale a été évaluée sur la base des derniers free Cash flow tels que définis dans les business plan de l'entreprise (année 2014).

4.1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'établissent en valeur nette à 298 K€ au 31 décembre 2011.

(en K€)	31/12/2010	Augmentation	Diminution	31/12/2011
Brut	1 053	132	0	1 185
Amortissements	815	72	0	887
Net	238	60	0	298

Les logiciels, brevets et licences sont comptabilisés au coût d'acquisition. Ils sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans en mode linéaire.

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement qui remplissent les critères d'inscription à l'actif de la norme IAS38 sont inclus dans les immobilisations incorporelles et sont amortis sur une durée d'utilisation estimée n'excédant pas 3 ans à compter de la date de première commercialisation des produits ou services.

Sans remettre en cause les avancées technologiques de SATIMO, le développement de projets de recherche transversaux avec les équipes de recherche de sa nouvelle filiale ORBIT ne permet plus à l'entreprise d'avoir une lisibilité suffisante sur les projets de recherche développement menés à l'intérieur du Groupe.

Ainsi, l'entreprise ne remplit plus complètement les conditions d'inscription à l'actif de la norme IAS38. Ceux-ci étant complètement refondus dans de nouveaux projets de recherche transversaux dont l'identification des dépenses est impossible à mettre en œuvre.

4.1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles s'établissent en valeur nette à 4 226 K€ au 31 décembre 2011.

	31/12/2010	Augmentation	Diminution	31/12/2011
Brut	5 794	1 729	16	7 507
Amortissements	2 420	877	16	3 281
Net	3 374	852	0	4 226

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition majoré des frais accessoires de transport et d'installation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations :

Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériels et outillages	3 à 7 ans
Matériels de bureau, informatique et mobilier	3 à 10 ans

Les intérêts des emprunts affectés à la construction et à l'acquisition des actifs corporels sont immobilisés dans le coût de l'actif lorsqu'ils sont significatifs.

Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations. En effet, la plupart des actifs industriels sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Location financement

Le montant total des redevances restant à payer sur les contrats de location longue durée s'élève à 61 875 €

Détails des crédits baux :

Désignation des biens	Valeur brute des biens	Redevances de l'exercice	Dotations aux amortissements correspondants	Amortissements cumulés	Emprunts restant dus
MIMO	92 813	30 938	30 938	30 938	61 875
TOTAL	92 813	30 938	30 938	30 938	61 875

Les biens pris en crédit bail ont été retraités afin d'apparaître en immobilisations corporelles à l'actif du bilan avec comptabilisation en contrepartie d'un emprunt au passif du bilan diminué de l'avance preneur. Un amortissement linéaire a été comptabilisé en référence à la durée de vie économique du bien.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

4.1.4. Actifs Financiers non courants

Ils comprennent les titres de participations non consolidés, ainsi que les cautions. Leur valeur est révisée à chaque clôture, et une dépréciation est appliquée si nécessaire.

4.1.5. Actifs d'impôts non courants

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des décalages temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus dès lors qu'il est probable que l'entreprise disposera d'un bénéfice imposable sur lequel elle pourra imputer une différence temporelle déductible.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales applicables au 31 décembre 2011, soit :

France :	33,33 %
USA :	47%
Hong Kong :	17%
Italie :	27,50%

Le taux d'impôt de chacun des pays est identique à celui retenu au cours de l'exercice précédent.

Par cohérence avec la présentation des comptes américains au NASDAQ, les crédits d'impôts générés au titre de la période n'ont pas été activés pour le groupe ORBIT.

La synthèse des actifs d'impôts différés non courants est la suivante :

Libellés (En K€)	31.12.2011	31.12.2010
Déficit MICROWAVE VISION SA	357	341
Déficit SATIMO INDUSTRIES	2 236	2 626
Déficit ORBIT	1 072	1 130
Décalage temporaire ORBIT	356	473
Retraitement Amortissement frais de R&D		52
Décalage temporaire SI	7	14
IDR	41	14
Autres	0	29
TOTAL	4 069	4 679

4.2 Actif courant

4.2.1 Stocks

Les stocks de matières et composants et les stocks de produits intermédiaires et finis sont valorisés à leur coût historique (coût d'acquisition ou coût de production).

Les produits intermédiaires et finis, intègrent en plus du coût historique des approvisionnements, la main d'œuvre valorisée au taux horaire moyen.

Une provision est constituée si la valeur de réalisation à la clôture de l'exercice est inférieure à ce coût historique.

Au 31 décembre, les stocks se décomposaient comme suit :

Matières premières et approvisionnements	4 448 052 €
Produits intermédiaires et finis	543 527 €

Les matières premières et approvisionnements sont provisionnés à hauteur de 52 105 €

4.2.2. Créances clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2010	Variation	31-déc-11
Valeur Brute	16 400	3 666	20 066
Dépréciation	403	-62	341
Valeur Nette	15 997		19 725

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La part de factures à établir dans les comptes clients s'élevait à 9 257 K€ au 31 décembre 2011. La méthode d'évaluation de celles-ci est décrite dans le paragraphe « Chiffre d'affaires »

Une dépréciation est pratiquée si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable lorsque la créance devient douteuse, soit par suite de mise sous contrôle judiciaire ou par le fait d'existence de litiges commerciaux.

En dehors de ces causes identifiées de non paiement, certaines créances présentant des incertitudes de recouvrement sont provisionnées par application d'un taux de dépréciation issu de l'observation statistique de leur risque de non recouvrement, du contexte de chaque marché et des volumes de créances.

En ce qui concerne la France : 237 217 €

Hong Kong : 103 428 €

Un ajustement des comptes clients N-1 a été effectué dans les comptes 2010 suite à un retraitement de certains comptes intra groupe 2010. Les comptes clients avaient été retraités deux fois pour un montant de 1 135 K€. De ce fait, la correction sur les comptes N-1 entraîne une différence de 1 135 KE avec les comptes clients, présents dans les comptes 2010 certifiés.

4.2.3. Autres créances et actifs courants

en K€	31/12/2010	31/12/2011
Actif d'impôts différés	588	620
Autres créances	2 426	2 280
Charges constatées d'avance	136	164

Au 31 Décembre 2011, les impôts différés actifs correspondent à des créances d'impôts sur le palier ORBIT.

4.3. Capitaux Propres**4.3.1. Capital social et primes d'émission**

	31/12/2010	31/12/2011
Nb actions		
Actions ordinaires	3 554 885	3 555 945

4.3.2. Actions propres

	31/12/2010	31/12/2011
Nombre d'actions propres	3 554	3 277
Actions propres - en Euros	33 380	27 138

Au 31 décembre 2011, les règles en vigueur sur le marché Alternext permettent la détention d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité. Les actions propres sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats nets de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

4.3.3. Capital potentiel

Le recensement des titres donnant accès au capital existants au 31 décembre 2011 peut se présenter comme suit :

	BSA	Options de souscription d'actions
Date de l'assemblée générale	31 oct 06	16 juin 05
Date du conseil d'administration	26 fév 2007	26 fév 07
Nombre de titres émis	8000	100 375
Nombre de bénéficiaires	1	14
Prix d'exercice	23,20	23,14
Date limite d'exercice	26 fév 2017	26 fév 2012
Nombre de titres en circulation au 31/12/2010	8 000	100 375
Nombre de titres exercés sur la période	0	0
Nombre de titres en circulation au 31/12/2011	8 000	100 375

Répartition du capital social

A la connaissance de la société, la répartition du capital est la suivante :

	Nb d'actions	% capital	Nb DDV
Salariés	653 403	18%	1 218 501
Investisseurs	2 229 758	63%	3 163 360
Particuliers	672 784	19%	802 974

Dans l'hypothèse où les bons et les options de souscription d'actions seraient exercés, l'incidence sur la répartition du capital serait la suivante :

	Nb d'actions	% capital	Nb DDV
Salariés	791 778	21.43%	1 356 876
Investisseurs	2 229 758	60.36%	3 163 360
Particuliers	672 784	18.21%	802 974

4.3.4. Dividendes

La société a procédé à une distribution de dividendes durant l'exercice de 1 065 289 Euro.

4.3.5. Réserves

Cf tableau des capitaux propres.

Les réserves correspondent à la part revenant au Groupe dans les résultats consolidés accumulés de toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation, nets des distributions.

4.4. Trésorerie

L'objectif principal du Groupe en terme de gestion de son capital est de s'assurer du maintien d'une bonne notation du risque de crédit propre et des ratios sur capital sains, de manière à faciliter son activité, maximiser la valeur pour les actionnaires et permettre de réaliser des opérations de croissance externe. Le Groupe gère la structure de son capital et procède à des ajustements en regard de l'évolution des conditions économiques. C'est dans ce cadre que pour financer son activité le Groupe gère son capital en utilisant un ratio égal à l'endettement net divisé par les capitaux propres. Le Groupe inclut dans l'endettement net les dettes financières (en excluant le factoring), la trésorerie et les équivalents de trésorerie, hors activités abandonnées.

<i>En K€</i>		31/12/10	31/12/11
A.	Trésorerie	3 878	4 537
B.	Instruments équivalents		
C.	Titres de placements	50	50
D.	Liquidités (A+B+C)	3 928	4 587
E.	Créances financières à court terme		
F.	Dettes bancaires à court terme	-419	-971
G.	Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	- 1 811	- 1 527
H.	Autres dettes financières à court terme		
I.	Dettes financières à court terme (F+G+H)	-2 230	-2 498
J.	Endettement financier/excédent net à court terme (I-E-D)	1 698	2 089
K.	Emprunts bancaires à plus d'un an	-2 509	-955
L.	Obligations émises		
M.	Autres emprunts à plus d'un an		
N.	Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	-2 509	-955
O.	Endettement financier net (J+N)	- 811	1 134
Capitaux propres consolidés		34 195	34 766
Ratio d'endettement net sur fonds propres		2.4%	3.3%

Le groupe bénéficie des lignes de crédit court terme suivantes :

Crédits de trésorerie (caisse, Dailly, MCNE)	3 900 K€
Avances sur marchés publics	1 500 K€
Cautions	6 800 K€
Divers	1 100 K€

Au 31 décembre 2011, les lignes de crédit de trésorerie étaient utilisées à hauteur de 971K€

4.5. Passif non courant

4.5.1. Dettes financières

en K€	Evolution des dettes financières (hors factoring) :
31 décembre 2010	4 799
Souscription	0
Remboursement	-2 051
31 décembre 2011	2 748

en K€	Nature des dettes financières :
Emprunts bancaires & participations	2 748
Découverts	0
31 décembre 2011	2 748

Les intérêts courus s'élèvent à 18 K€ au 31/12/2011.

Les principales caractéristiques des emprunts et dettes financières sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Nature	Nominal (En K€)	31/12/2011	A - d'1 an	A + d'1 an	Taux
Emprunt Antennessa CIC	3 000	334	334	0	4.65%
Emprunt Orbit SG CIC	6 000	1 834	1 193	655	Euribor 3 mois + 2.17%
OSEO					
Anvar	300	300	0	300	0%
Emprunt SODIE Antennessa	50	0	0	0	3.50%

4.5.2. Provision non courant

4.5.2.1. Provisions pour risques et charges

(En K€)	31/12/2010	Dotation	Reprise	31/12/2011
Provisions pour garanties	190	20	41	169
Total	190	20	41	169

Les charges de garanties sont isolées analytiquement au cours de chaque exercice. Elles incluent les temps passés et les matériels qui ont été utilisés pour les besoins de la garantie. Le montant de la provision est déterminé en appliquant au chiffre d'affaires de l'exercice le même pourcentage que celui constaté en rapportant les dépenses de garantie de l'exercice au chiffre d'affaires de l'exercice précédent.

Les provisions pour risques concernent les risques probables sur les procès en cours, litiges et actions prud'homales connus à la date d'arrêté des comptes. Ces provisions ont été évaluées, soit sur la base de leur résolution intervenue dans l'intervalle, soit sur un montant estimé prudent par nos conseils. En l'absence de litige de cette nature, aucune provision de ce type n'a été constatée.

4.5.2.2. Indemnités de fin de carrière

La valorisation des engagements est conforme aux législations locales en vigueur. Ainsi, pour les engagements relatifs à Microwave Vision et SATIMO Industries, les hypothèses de construction des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

En % - Hypothèses	31 décembre 2011
Taux d'actualisation	3%
Taux d'augmentation des salaires	3,5%
Age de départ à la retraite	65 ans

Il n'existe pas de placement couvrant ces engagements auprès d'un organisme financier.

En ce qui concerne ORBIT, la charge comptabilisée au titre du présent exercice s'élève à 50 K\$ converti pour 36 K€ au cours de clôture du 31/12/2011. En ce qui concerne Microwave Vision et Satimo Industries, Une provision complémentaire de 6 K€ est comptabilisée. La provision retraite est de 116 K€ au 31/12/2011.

4.6. Passif courant**4.6.1. Dettes fournisseurs**

Un ajustement des comptes fournisseurs N-1 a été effectué dans les comptes 2010 suite à un retraitement de certains comptes intra groupe 2010.

Les comptes fournisseurs avaient été retraités deux fois pour un montant de 1 135 K€.

De ce fait, la correction sur les comptes N-1 entraîne une différence de 1 135 K€ avec les comptes fournisseurs présents dans les comptes 2010 certifiés.

4.6.2. Autres passifs courants

en K€	31/12/2010	31/12/2011
Dettes sociales et fiscales	1 736	1 711
Produits constatés d'avance	1 900	4 717
Avances et acomptes reçus sur commande	1 168	1 655
Divers	188	0
TOTAL	4 992	8 083

5. Notes sur le compte de résultat**5.1. Chiffre d'affaires**

- **Vente de produits et vente d'études :**

Le chiffre d'affaires est pris en compte au fur et à mesure conformément à la norme IAS37 relative aux contrats de construction.

Des produits à recevoir (travaux non facturés) ou des produits constatés d'avance sont enregistrés sur la base du chiffre d'affaires total estimé et du degré d'avancement constaté par affaire (prix de revient total réalisé à la clôture de l'exercice par rapport au prix de revient total prévisionnel à la fin du contrat) pour constater l'écart entre la facturation et le chiffre d'affaires calculé à l'avancement.

Le montant des produits comptabilisés sur les contrats terminés ou en cours de réalisation est porté sur la ligne Chiffre d'Affaires.

Dans le cas où une perte à terminaison est envisagée, cette perte est constatée par la voie d'une provision pour risques sous déduction de la perte à l'avancement déjà constatée.

Aucun actif et aucun passif n'est constaté au titre des contrats commerciaux.

- **Maintenance**

Les contrats de maintenance sont facturés à date anniversaire et une fois par an en général. Le produit pris en compte dans le résultat est le prorata temporis de la valeur du contrat. Des produits constatés d'avance sont enregistrés pour la part non échue de ces contrats.

5.2. Charges opérationnelles courantes

L'exercice clos le 31 décembre 2011 consolide les comptes des entités d'origine SATIMO et ceux d'origine ORBIT.

Les achats consommés ont stagné à 39% du chiffre d'affaires.

Le poids des charges de personnel a augmenté de 2% en passant de 31,3% à 33,3% du chiffre d'affaires.

Les impôts et taxes ont diminué de 1% et passe ainsi à moins 1% du chiffre d'affaires cette année.

Les autres produits et charges courantes sont constitués principalement de sous-traitance et achats de prestations, de frais de déplacement et de frais de locations immobilières. Leur poids passe de 18% du chiffre d'affaires à 17%.

L'évolution de ces différents postes est liée aux gros efforts de l'ensemble des équipes du groupe qui s'est attaché à réaliser un maximum d'économies pour aider à retrouver le chemin de la rentabilité. De gros efforts

ont également porté sur les coûts de production, mais les résultats ne se feront sentir qu'à partir de l'exercice 2011.

Les dépenses de R&D se sont élevées à 4 422 K€ au cours de l'exercice 2011. Elles sont essentiellement constituées de frais de personnel.

Le crédit d'impôt recherche s'élève à 945 K€ au 31 décembre 2011, contre 713 K€ au 31 décembre 2010.

Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent de la façon suivante :

(en K€)	31/12/2010 12 mois	31/12/2011 12 mois
MICROWAVE		
Plan d'option	0	0
Contrôle Fiscal	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	27	38
Complément de prix sur achat ORBIT	82	0
ORBIT		
Indemnités de licenciement	0	0
Déménagement dirigeant ORBIT	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	25	0
Total autres produits et charges opérationnels	134	38

5.3. Charge liée aux plans de stock options

La norme IFRS2 prévoit, entre autres, que toutes les transactions réglées en instruments de capitaux propres devront être reflétées dans les états financiers au moment où le service correspondant est rendu.

La société a procédé à la valorisation de ces instruments en retenant le modèle de Black & Scholes.

Le Conseil d'Administration n'a procédé à aucune émission d'option au cours de l'exercice 2011.

5.4. Résultat financier

(en K€)	31/12/2010	31/12/2011
Coût de l'endettement financier net	414	353
Autres produits et charges financiers	-191	-187
Résultat Financier	223	166

Le coût de l'endettement financier provient principalement du remboursement des intérêts liés aux emprunts souscrits pour l'acquisition d'ORBIT et d'ANTENESSA.

5.5. Impôts sur les sociétés

La société mère du Groupe, la société Microwave Vision S.A., applique la loi fiscale française qui prévoit un taux d'impôt sur les sociétés de 33,33% au 31 décembre 2011. Les actifs et passifs d'impôts différés pour les entités sont calculés en utilisant les taux anticipés pour 2011 et 2012. Les entités étrangères appliquent le taux d'imposition applicable dans leur pays d'établissement.

(en K€)	31/12/2010	31/12/2011
Impôts exigibles	346	656
Impôts différés	- 628	716

Pour les impôts différés, voir paragraphe 4.5

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre la charge d'impôts théorique en appliquant le taux d'impôt en vigueur en France au 31 décembre 2011 et la charge d'impôt comptabilisée.

En K€	
Bénéfice avant impôts et intérêts minoritaires	2 952
Taux théorique d'impôts sur les sociétés	33%
Economie (charge) théorique d'impôt sur les bénéfices	984
Effet des différentiels de taux d'imposition, des modifications de législations fiscales et diverses	-13
Différence permanente	-52
Pertes générées durant l'exercice reportables non activées	0
Consommation des déficits non activés en 2011	-383
	0
Activation des déficits 2008 ORBIT	
Contrôle fiscal CIR 2008	-252
Frais de RD	0
Crédit d'impôt recherche 2011	316
Autres éléments	5
Ecart expliqué	-389

5.6. Résultat par action

	Avant dilution	Après dilution
Résultat net part du groupe	1 730 K€	1 730K€
Nombre de titres	3 555 945	3 664 320
Résultat net par action	0.4865 €	0.4721€

5.7. Ecart de change

Nous constatons un gain de change au 31/12/2011 pour un montant de 27 779 Euro et une perte de change négative de 130 742 Euro.

6. Informations sectorielles

Le premier niveau d'information sectorielle pour le Groupe est organisé par secteurs d'activités, le second par zones géographiques.

Le Groupe découpe son activité par secteurs géographiques, en deux secteurs reflétant la structure de gestion et d'organisation interne selon la nature des produits et services fournis :

- Un secteur reprenant l'activité à base d'instrumentation mono-capteur
- Un secteur à base d'instrumentation multi-capteurs.

Ces activités se déclinent géographiquement en trois zones géographiques :

- Europe
- Amérique du nord
- Asie

La société ne dispose pas du système d'information lui permettant d'éclater le résultat par zone géographique.

6.1. Compte de résultat sectoriel

En K€ 31 décembre 2011	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Chiffre d'affaires	21 617	22 367	44 044
Résultat Opérationnel courant	3 027	126	3 153
Résultat Financier	-118	-48	-166
Résultat Net	1 980	-403	1 577

En K€ 31 décembre 2010	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Chiffre d'affaires	18 272	25 722	43 994
Résultat Opérationnel courant	2 186	1 340	3 526
Résultat Financier	-140	-83	-223
Résultat Net	1 848	1 606	3 454

6.2. Bilan sectoriel

En K€ 31 décembre 2011	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Actif non courant	9 411	11 000	20 411
Actif courant	19 833	12 483	32 316
Passif non courant	3 164	82	3 244
Passif courant	8 042	6 675	14 717

En K€ 31 décembre 2010	Multi-capteurs	Mono-capteur	Consolidés
Actif non courant	9 772	10 234	20 006
Actif courant	20 226	7 889	28 115
Passif non courant	5 208		5 208
Passif courant	6 886	1 832	8 718

6.3. Chiffre d'affaires par destination

en K€	31 décembre 2010 12 mois	31 décembre 2011 12 mois
Europe	8 956	9 708
Amérique du nord	18 937	16 233
Asie	16 101	18 103
TOTAL	43 994	44 044

Les chiffres d'affaires sont répartis en fonction de la localisation de l'entité réalisatrice du chiffre d'affaires.

7. Informations relatives aux parties liées

7.1. Identification des parties liées

Il n'existe pas d'entreprise associée ou de coentreprise.

Les principaux dirigeants de Microwave Vision sont :

Philippe GARREAU (Président directeur général)

Arnaud GANDOIS (Directeur général délégué)

Luc Duchesne (Directeur général délégué)

Gianni BARONE (Directeur commercial)

Pascal GIGON (Directeur financier) exerce sa fonction au travers de la structure GFC

Eric Beaumont (Directeur de la stratégie)

7.2. Conventions

Dans le cadre de la convention de prestations d'assistance et de services entre MICROWAVE VISION S.A. et ses filiales, MICROWAVE VISION S.A. facture à ses filiales un montant basé sur le budget annuel de l'ensemble des coûts de ses directions fonctionnelles. Au titre de l'exercice 2011, les montants facturés au titre de cette convention s'établissent à 2 853 K€. S'agissant de prestations internes au groupe, elles sont éliminées dans le processus de consolidation.

Il en est de même pour la convention de trésorerie avec SATIMO Industries dont les intérêts sont neutralisés en consolidation.

7.2.1. Relations avec les principaux dirigeants

7.2.1.1. Rémunération des mandataires sociaux : Président du conseil d'administration et Directeurs Généraux Délégués

Ces rémunérations s'élèvent à 491.035 € au titre de leurs contrats de travail.

Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du conseil d'administration.

Dans la rémunération des mandataires sociaux, nous pouvons préciser que Mr GARREAU perçoit un avantage en nature automobile à court terme pour un montant annuel de 3.240 euros. Toutes autres catégories d'avantages postérieurs à l'emploi, autres avantages à long terme, indemnités de fin de contrat et paiements divers en actions ne sont pas applicables par la société.

7.2.1.2. Plans d'options de souscription d'actions et BSA

Les plans d'options de souscription d'actions et les Bons de Souscription d'Actions concernent les cadres dirigeants et les personnels clés de l'entreprise.

Principales caractéristiques des 8.000 Bons de souscription d'actions émis par le conseil d'administration lors de sa séance du 17 février 2007 :

- chaque BSA donne droit à la souscription d'une action ordinaire de la société Microwave Vision d'une valeur nominale des 0,20 euros ;
- prix unitaire d'émission des BSA : 2,32 euros ;
- prix unitaire de souscription de l'action : 23,20 euros ;
- délai d'exercice : 26 février 2017.

Principales caractéristiques des 100.375 options de souscription d'actions émises par le conseil d'administration lors de sa séance du 17 février 2007 :

- chaque option donne droit à la souscription d'une action ordinaire de la société Microwave Vision d'une valeur nominale des 0,20 euros ;
- prix unitaire de souscription de l'action : 23,14 euros ;
- délai d'exercice : 26 février 2012.

8. Autres informations

8.1. Gestion des risques financiers

8.1.1. Exposition au risque de taux

Le Groupe est exposé à des risques de taux de change et risques de taux d'intérêt. Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués d'emprunts bancaires et de découverts auprès des banques et de trésorerie. Par ailleurs, le Groupe détient des actifs et passifs financiers tels que des créances et dettes commerciales qui sont générées par ses activités.

La politique du groupe est de n'opérer sur les marchés financiers qu'à des fins de placement temporaires non risqués pour sa trésorerie excédentaire.

8.1.2. Exposition au risque de change

Le Groupe ne couvre pas son risque de change.

8.2. Engagements hors bilan

Nantissement du fonds de commerce sis sur la commune de Villebon-sur-Yvette (91140), 17 avenue de Norvège, à hauteur de 3.000 K€ en principal, accordé au CIC, et Nantissement du fonds de commerce sis sur la commune de Villebon-sur-Yvette (91140), 17 avenue de Norvège, à hauteur de 6.000 K€ en second rang à la Société Générale, au CIC et à OSEO Financement à hauteur de 1.000 K€.

8.3. Droit Individuel à la Formation (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 7.631 heures au 31 décembre 2011.

8.4. Honoraires versés aux auditeurs

Au titre de l'exercice 2011, le groupe a versé 192 508 euros à ses auditeurs comptables.

8.5. Effectifs moyens par Catégories au 31 Décembre 2011 :

Cadres :	234
Non cadres :	33
TOTAL :	267

8.6. Augmentation de capital réalisée au cours de l'exercice :

Une augmentation du capital a été réalisée le 15 Septembre 2011 lors de la distribution d'un dividende de 1 065 289,00 Euro pour un montant de 211,80 euro correspondant à la création de 1 059 actions d'une valeur nominale de 0,20 euro. Le montant du capital est passé de 710 977 € à 711 188,80 €.

La prime d'émission est décomposée en 1 059 actions d'une valeur nominale de 9.34 euro pour un montant global de 9 891,06 euros ;

Le solde à payer aux actionnaires a été pris sur le report à nouveau pour un montant de 1 055 186,34 euro.